



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-02 - Séance du 09/03/2020

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	8

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 09 mars à 14h30, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, vice-président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par message électronique aux membres du conseil d'administration le 05/03/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 05/03/2020.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Michel BAUDOUR ; Jean-Luc DE LA CLERGERIE ; Marie-France TEXIER.

Absents excusés:

Jean-Luc MEISSONNIER.

Absents:

Jean-Marie COURTES, Hubert FABRITIUS, Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2020-02 – CCAS & EHPAD : MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE COMPLEMENTAIRE POUR ELECTIONS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136

VU le décret 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée

VU le décret 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés

VU l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'I.F.T.S

VU l'arrêté ministériel du 27 février 1962, relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection

VU la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 (DGCL-FPT3/2002/N.377)

VU l'avis favorable du comité technique en date du 07/02/2020

Considérant qu'à l'occasion des consultations électorales certains agents territoriaux sont amenés à effectuer des travaux supplémentaires liés à l'organisation du scrutin et à la tenue des bureaux de vote, il convient d'en fixer la rétribution

Considérant qu'il existe trois possibilités/

- La récupération des heures consacrées à ces travaux supplémentaires
- Le versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)
- Le versement d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) pour les agents exclus du bénéfice des IHTS

Considérant que les bénéficiaires des IFCE sont :

- Les fonctionnaires titulaires, stagiaires et non titulaires relevant ou exerçant des fonctions du niveau de la catégorie B, dont l'indice brut est supérieur à 380 et qui ne bénéficient pas de l'IHTS
- Les fonctionnaires titulaires, stagiaires ou non titulaires relevant ou exerçant des fonctions du niveau de la catégorie

Considérant les modalités de calcul de ces indemnités, à savoir :

Dans la limite d'un crédit global qui est obtenu en multipliant le montant maximal de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires par le nombre de

bénéficiaires. Le montant de référence sera celui de l'IFTS de 2ème catégorie assortie d'un coefficient 8.

Et dans la limite d'un montant individuel ne pouvant excéder le quart du montant de l'indemnité forfaitaire annuelle.

Cette indemnité est cumulable avec le RIFSEEP.

Vu le décret 91-875 qui permet au président de fixer les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et les modalités de calcul de l'I.F.C.E.

Considérant que le paiement de cette indemnité est effectué après chaque tour de consultations électorales.

Il est proposé au conseil d'administration d'adopter la mise en place de l'IFCE et d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget.

Sur le rapport de Régine SUAY,

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

DECIDE la mise en place de l'IFCE dans les conditions fixées ci-dessus,

AUTORISE Monsieur le président à signer tous les actes nécessaires à son application.

Pour extrait conforme,

Le 09/03/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.